

bâtiments, la place où les bâtiments devront être mouillés, les pilotes recevront les ordres du chef du pilotage qui en aura référé au chef d'état-major.

ART. 45. Le pilote qui manquera au respect dû au capitaine du navire sera puni d'une suspension de quinze jours. Si ce délit est accompagné de menaces ou de voies de fait, le pilote sera traduit devant les tribunaux, sans préjudice de la suspension prononcée par le paragraphe précédent, ou de plus fortes peines, suivant la gravité des faits.

ART. 46. Si le capitaine ou toute autre personne du bord se livrait envers le pilote à des injures, menaces ou voies de fait, il sera traduit devant les tribunaux.

CHAPITRE X. — RETOUR DU PILOTE A TERRE.

ART. 47. Dès que le navire est mouillé, le pilote en rend compte au maître de port.

CHAPITRE XI. — DES DÉLITS ET DES PEINES.

ART. 48. Les peines qui ne dépasseront pas une amende de 50 fr., la suspension de fonctions pendant un mois et la prison pendant le même temps, seront infligées par le chef d'état-major.

La suspension pendant plus d'un mois et la destitution seront prononcées par le Gouverneur, sur le rapport du chef d'état-major.

ART. 49. Tout pilote surpris à terre en état d'ivresse sera suspendu pendant un mois; s'il est ivre dans l'exercice de ses fonctions à bord d'un bâtiment, il sera destitué.

ART. 50. Tout pilote qui s'étant chargé de conduire un bâtiment et ayant déclaré en répondre, l'aura échoué ou perdu par négligence ou ignorance, sera poursuivi conformément aux lois maritimes.

ART. 51. Tout pilote qui aura favorisé ou fait la fraude sera signalé au Gouverneur pour être destitué, sans préjudice des autres peines qu'il aura pu encourir.

ART. 52. Les délits qui donneront lieu à des peines plus graves, en matière correctionnelle ou criminelle, seront jugés par les tribunaux.

ART. 53. Lorsque les délits auront été commis à bord des bâtiments de l'État et que les faits seront, par leur nature, de la compétence de l'autorité maritime, ils seront jugés suivant les lois et règlements de la marine.

ART. 54. Le montant des amendes prononcées par le chef d'état-major ou par jugement sera versé à la caisse des invalides.

ART. 55. Expédition des jugements rendus contre les pilotes sera adressée aux commissaires des quartiers d'inscription desdits pilotes, afin qu'il en soit pris note sur la matricule.